

Archives

Arrêtons le génocide alimentaire au Sahel !

vendredi 16 juillet 2010

Paris, le 15 juillet 2010— Il est scandaleux que les principaux États du monde ne fassent pas parvenir de toute urgence à l'Organisation agricole et alimentaire mondiale les moyens financiers et humains nécessaires pour [faire face au génocide alimentaire qui frappe le Sahel africain](#). Le Niger en est l'épicentre, mais le Tchad, le Cameroun et le Mali sont également frappés. Aujourd'hui, près de la moitié de la population du Niger a besoin d'une assistance alimentaire immédiate et plus de 500.000 enfants souffrent de carences graves et d'une malnutrition qui devient chronique.

Aussi faut-il de toute urgence donner à manger à un pays dont 63 % des 15 millions d'habitants vivent avec moins de 1 dollar par jour. Il faut cependant faire bien plus : s'attaquer aux causes du problème. Car la sécheresse, les dégâts causés par les sauterelles ou d'autres aléas ne sont pas le vrai problème. Le vrai problème est l'abandon de ces peuples et l'insécurité alimentaire chronique entraînée par la dérégulation financière et l'absence de marchés agricoles organisés. Cela est connu, et personne ne peut dire qu'il ne pouvait pas savoir. C'est pourquoi j'utilise le terme de génocide : c'est tout un peuple, en un lieu spécifique de la planète, qui se trouve menacé par un système financier mondial qui renfloue les établissements financiers avec des milliers de milliards d'euros, mais ne trouve pas quelques centaines de millions pour sauver des êtres humains.

Aussi, [je propose que la France fasse entendre sa voix au nom de ces sans voix, dont elle exploite les ressources en uranium sans fournir en contre-partie les moyens de se développer](#). Il faut de toute urgence, au niveau local, établir un programme d'eau pour le développement et de protection contre les calamités naturelles. On peut, par exemple, arrêter la prolifération des sauterelles en organisant un programme d'éradication sur les lieux de ponte.

Sur un plan régional, je défends depuis longtemps un plan visant à revitaliser le lac Tchad pour créer un poumon d'eau au cœur de l'Afrique. Aujourd'hui, l'un des plus grands dangers pour la région est l'évaporation de ces eaux, qui devrait, si rien n'est fait, aboutir à la disparition du lac en 2020-2025. Je propose donc que la France, par delà l'urgence de la situation immédiate, proclame que la remise en eau et l'aménagement du lac Tchad devienne l'un des principaux objectifs communs de l'humanité.

Pour progresser dans cette voie, il faut arrêter la loi de la mondialisation financière et du court terme et lui substituer un nouvel ordre économique et culturel mondial, rétablissant les objectifs de la Déclaration de Philadelphie du 10 mai 1944 concernant les buts et les objectifs de l'Organisation internationale du travail, et entendant faire respecter réellement les statuts de la FAO. Notre parti, Solidarité et Progrès, soutient depuis longtemps aussi un plan de développement et de désenclavement pour toute l'Afrique, [notamment par l'application du programme Transaqua](#) pour le Sahel pour combattre la désertification et faire de cette région du monde une source de cultures vivrières, et non de cultures spéculatives pour l'exportation.

Le Sahel fait face à une tragédie. L'abandonner serait nous rendre complices d'un génocide, par action ou par omission.

Voir aussi :

[Lac Tchad : poumon d'eau et vecteur de vie économique pour l'Afrique centrale](#)

[L'avenir du monde est en Afrique \(vidéo\)](#)
